



Association régie par la loi du 1er juillet 1901

STATUTS

Mis à jour le 26 janvier 2023

TITRE 1. OBJET- DENOMINATION - SIEGE – DUREE

Article 1 - Forme

Il est formé, à l'initiative de Madame Martine LEYNAUD-KIEFFER qui en a porté le projet et a pourvu à sa concrétisation, une association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 entre toutes personnes physiques ou morales qui adhéreront aux présents statuts (ci-après « l'Association »).

Article 2 - Objet et moyens d'action

L'Association, créée dans un but humanitaire et d'intérêt général, a pour objet d'apporter, par tous moyens, assistance à l'enfance en difficulté dans le monde. Elle a notamment pour vocation de participer à la mise en place et au développement, dans les pays les plus démunis, de toutes actions d'éducation, de scolarisation et de formation nécessaires à l'insertion et à la promotion sociale de petites et jeunes filles ainsi que toutes actions de soutien à destination de leurs familles en difficulté.

Pour atteindre ses objectifs d'intérêt général, l'association pourra :

- Contribuer à la construction et au fonctionnement d'établissements d'enseignement, d'internats et de programmes pédagogiques ;
- Accompagner les populations susvisées vers tout programme d'orientation adapté ;
- Favoriser l'accès aux soins, le suivi nutritionnel et sanitaire des populations concernées, et plus particulièrement prendre en charge tous soins médicaux destinés aux élèves scolarisées en cas de maladie grave ;
- Organiser et contrôler les programmes et actions de parrainages ;
- Mettre en place et veiller au respect de la Charte de l'Association ;
- Coordonner les actions des Organismes Affiliés par le biais d'un Comité Stratégique International crée à cet effet ;
- Collecter des fonds ;
- Conclure des conventions et nouer des partenariats ;
- Éditer et diffuser des publications, journaux, ouvrages, brochures, ainsi qu'élaborer tous supports de communication (documentaires, films, vidéos, productions multimédia, etc.), tant dans le cadre de campagnes d'informations que pour recueillir des fonds ;
- Organiser des conférences, colloques, séminaires, expositions et, de manière générale, toutes actions d'information et de formation ;
- Prendre des participations, créer des filiales ou établissements et, plus généralement, réaliser tout type d'investissement lui permettant de développer son action ;
- Le cas échéant et à titre très occasionnel, exercer une activité commerciale en vue de la réalisation de son objet.
- Mettre en œuvre tout autres moyens légaux et licites susceptibles de concourir à la réalisation de ses objectifs

Article 3 - Dénomination

La dénomination de l'Association est « Toutes à l'école ». Elle pourra être désignée par le sigle « TAE ».

Article 4 - Siège social

Le siège social de l'Association est fixé à Boulogne-Billancourt (92100).

Ce siège pourra être transféré en tout endroit de Paris et de la région parisienne sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 5 - Durée

La durée de l'Association est de quatre-vingt-dix-neuf ans, à compter de sa publication au Journal Officiel, le 7 janvier 2006, à moins que sa durée ne soit prorogée par les membres de l'Association réunis en Assemblée générale.

TITRE 2. MEMBRES DE L'ASSOCIATION – COTISATIONS

Article 6 - Membres

L'association se compose d'un membre fondateur, de membres adhérents et de membres d'honneur.

Madame Martine LEYNAUD-KIEFFER qui a œuvré à la constitution de l'Association, est membre fondateur.

Sont membres adhérents les personnes qui participent au fonctionnement de l'Association et à la réalisation de son objet.

Les membres adhérents sont des personnes physiques ou morales. Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal ou par toute autre personne dont l'habilitation à cet effet aura été notifiée à l'Association, dénommée « représentant permanent ».

Pour devenir membre adhérent de l'Association, il faut être agréé par le Conseil d'administration dont la décision en la matière est discrétionnaire et n'a pas à être motivée.

Sont également membres adhérents les personnes ayant souscrit à un programme de parrainage (parrains/marraines) sans qu'elles aient besoin d'avoir été agréées par le Conseil d'administration.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'administration aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'Association. Ce titre confère le droit d'Assister, sur invitation, à l'Assemblée générale, sans prendre part au vote.

Tous les membres adhérents versent une cotisation annuelle dont le montant est fixé annuellement par décision du Conseil d'administration.

Ont voix délibératives aux assemblées : Le membre fondateur ; Les membres adhérents.

Article 7 - Cotisations

Les cotisations demandées aux membres adhérents sont payables selon les modalités et le calendrier fixés par le Conseil d'Administration, qui en fixe également, chaque année, le montant.

Article 8 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association se perd par démission, radiation ou décès (dissolution dans le cas des personnes morales).

- La démission d'un membre doit être adressée au Président du Conseil d'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, la perte de la qualité de membre intervenant immédiatement.
- Le Conseil d'Administration a la faculté de prononcer la radiation d'un membre, soit pour défaut de paiement de sa cotisation un an après son échéance, soit pour tout motif grave. Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir ses explications.
- Le décès d'une personne physique met fin à sa qualité de membre de l'Association.
- Toute personne morale perd la qualité de membre de l'Association, de plein droit, dès sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

Il est renvoyé au règlement intérieur s'agissant du sort des cotisations en cas de perte de la qualité de membre.

La démission, la radiation ou le décès (dissolution pour une personne morale) d'un membre ne met pas fin à l'Association qui continue d'exister entre les autres membres.

TITRE 3. ADMINISTRATION

Article 9 - Assemblée générale

Article 9.1 - Composition

Seul le membre fondateur et les membres adhérents à jour de leur cotisation à la date de la réunion, ont accès aux Assemblées générales et participent aux votes.

Les membres d'honneur peuvent être invités à assister aux Assemblées générales sans prendre part au vote.

Dans la limite des pouvoirs qui lui sont conférés par les présents statuts, l'Assemblée Générale oblige par ses décisions tous les membres, y compris les absents.

Article 9.2 - Convocation

L'Assemblée se réunit au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'Administration ou à la demande du tiers au moins des membres de l'association.

Son ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration.

En cas de convocation à la demande du tiers au moins des membres, la tâche matérielle de convoquer l'Assemblée incombe au Conseil d'administration.

L'ordre du jour de l'Assemblée est réglé par le Conseil d'administration même en cas de convocation à la demande du tiers au moins des membres.

La convocation est adressée à chaque membre de l'association, au moins quinze jours à l'avance, par lettre simple, télécopie, e-mail, ou tout autre moyen écrit de communication.

Elle contient l'ordre du jour et tous documents nécessaires à l'information des membres.

L'Assemblée générale se réunit au siège de l'Association ou en tout autre lieu fixé par la convocation. La tenue de l'Assemblée en visioconférence ou tout autre moyen de communication est également autorisée.

Le commissaire aux comptes est convoqué à l'Assemblée Générale annuelle.

Article 9.3 - Réunion et délibérations de l'Assemblée générale

L'Assemblée est présidée par le président de l'association ou à défaut, par un Vice-président, ou à défaut, par la personne désignée par l'assemblée.

Le bureau de l'Assemblée est le bureau de l'Association, tel que désigné à l'article 11.

L'assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Une feuille de présence est signée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président.

Sauf celles qui sont visées aux articles 22 et 23 des statuts, les délibérations de l'Assemblée sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés, chacun de ces membres disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Trésorier soumet les comptes annuels de l'Association arrêtés par le Conseil d'administration à l'Assemblée Générale qui les approuve et donne quitus.

Seuls ont droit de vote les membres présents ou représentés.

Tout membre empêché peut se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir spécial à cet effet, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à trois.

La représentation par toute autre personne qu'un autre membre est interdite.

Le vote par correspondance dont notamment le vote électronique est autorisé ainsi que tout autre procédé électronique ou informatique (notamment, par liaison Internet), celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les Procès-verbaux sont établis sans blancs, ni ratures, sur le registre des délibérations de l'Association. Ils sont signés par le Président et par un membre du Bureau, éventuellement par signature électronique.

Article 10 - Conseil d'administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 8 membres au moins dénommés Administrateurs.

Hors la Présidente fondatrice qui est Administrateur de droit jusqu'à l'âge de 80 ans au plus, les Administrateurs sont élus par l'Assemblée générale. Les Administrateurs ne sont pas tenus d'être membres de l'Association.

Les Administrateurs élus par l'Assemblée Générale le sont pour trois ans, chaque année s'entendant de la période comprise entre deux Assemblées générales annuelles. Ils sont renouvelés par tiers dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le nombre de mandats consécutifs de chaque Administrateur élu est limité à cinq, étant précisé que seule une personne n'ayant pas plus de 80 ans au jour de l'Assemblée générale élisant le Conseil d'administration, peut être élue au poste d'administrateur.

Le mandat d'Administrateur prend fin de manière anticipée par la démission, la perte de la qualité de membre de l'association ou la révocation

Tout Administrateur absent à trois réunions consécutives du Conseil d'administration, sans s'y faire représenter, sera tenu pour démissionnaire.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'Administrateur, le Conseil pourvoit provisoirement à leur remplacement par cooptation. Il est procédé à leur remplacement définitif par la prochaine Assemblée générale. Les pouvoirs des Administrateurs ainsi élus prennent fin à l'époque ou devrait normalement expirer le mandat des Administrateurs remplacés.

Si l'Assemblée refuse de ratifier leur nomination, les délibérations prises et les actes accomplis par le Conseil d'administration depuis la ou les cooptation(s) n'en demeurent pas moins valables.

Article 10.1- Réunions et délibérations du Conseil d'Administration

Le Conseil se réunit deux fois au moins chaque année et chaque fois qu'il est convoqué par son Président. Il peut également se réunir à la demande du tiers au moins de ses membres, sur convocation du Président.

la réunion du conseil d'administration peut avoir lieu en visioconférence.

Les convocations doivent être adressées huit jours au moins avant la date de la réunion, par lettre simple, télécopie, e-mail ou tout autre moyen écrit de communication.

Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion. L'ordre du jour est établi par le Président exclusivement, même en cas de convocation à la demande du tiers au moins des membres.

La tenue d'une feuille de présence est obligatoire pour permettre de vérifier les conditions de quorum et de majorité.

Les réunions se tiennent soit au siège, soit en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

Les membres peuvent participer à une réunion du Conseil tenue par conférence téléphonique ou autre moyen de communication qui permette à tous les participants de se parler et de s'écouter. Participation à toute réunion selon les dispositions du présent article vaudra présence en personne. Le Secrétaire général adresse, dans les deux jours ouvrables, la feuille de présence aux membres ayant participé à la réunion par téléconférence pour signature et retour.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si au moins le tiers de ses membres est présent ou représenté par un autre membre du Conseil d'Administration.

Si cette majorité n'est pas atteinte, le Conseil est à nouveau convoqué dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Aux termes de cette nouvelle convocation, le Conseil peut valablement délibérer, quel que soit le nombre d'Administrateurs présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix des Administrateurs présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Tout Administrateur empêché peut se faire représenter par un autre Administrateur muni d'un pouvoir spécial à cet effet, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le nombre de pouvoirs détenus par un Administrateur est limité à trois.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le Président ou par le Secrétaire général.

Les salariés de l'Association ou toute autre personne dont l'avis est utile, peuvent être invités à assister, avec voix consultative, au Conseil d'Administration.

Article 10.2 - Attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Association, dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale, organe souverain de l'Association.

Le Conseil définit la politique et les orientations générales de l'Association. Il arrête les budgets et contrôle leur exécution. Il arrête les comptes annuels de l'Association.

Il peut donner délégation de certains de ses pouvoirs au Bureau, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Dès son élection et à chaque renouvellement de son mandat, tout administrateur doit remettre au Président du conseil d'administration une déclaration sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts entre sa fonction d'administrateur de l'association et ses intérêts personnels.

Article 11 - Bureau

Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres personnes physiques, jouissant de leur pleine capacité civile, au scrutin secret, un Président, deux Vice-présidents, un secrétaire général, un Trésorier, qui composent les membres du Bureau. Le cas échéant, des adjoints peuvent assister le Secrétaire général et le Trésorier et sont désignés dans les mêmes conditions.

Les membres du Bureau sont des membres adhérents élus pour une durée de cinq exercices, leur mandat prenant fin au cours de l'Assemblée générale statuant sur les comptes du dernier exercice écoulé. Ils sont immédiatement rééligibles sans limitation de durée.

Toutefois, leurs fonctions prennent fin de plein droit dès qu'ils cessent de faire partie du Conseil d'Administration.

Le bureau assure la gestion courante de l'Association.

Il se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige sur convocation du Président.

Chaque membre du Bureau est convoqué par lettre simple, télécopie, e-mail, ou tout autre moyen écrit de communication, adressé trois jours au moins avant la réunion.

Les membres du Bureau sont tenus d'assister personnellement aux séances du Bureau Le Bureau siège valablement lorsqu'au moins deux de ses membres sont présents, dont le Président ou un Vice-président en fonction.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité de vote, la voix du Président est prépondérante.

Les membres peuvent participer à une réunion du Bureau tenue par conférence téléphonique ou autre moyen de communication qui permettent à tous les participants de se parler et de s'écouter. Participation à toute réunion selon les dispositions du présent article vaudra présence en personne.

Il est tenu procès-verbal de ses délibérations. Ses procès-verbaux sont conservés au siège de l'Association. Ils sont signés par le président et le Secrétaire de séance.

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager. Avec l'autorisation du Conseil d'administration, il peut déléguer partiellement ses pouvoirs et sa signature, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires de son choix, membres du Conseil d'administration ou non, dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le Président engage et règle les dépenses. Il peut déléguer par écrit ses pouvoirs et sa signature, il peut mettre fin à tout instant aux dites délégations.

Le Président a qualité pour représenter l'Association en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale du Président.

Il peut de sa propre initiative et sans avoir à solliciter l'autorisation du Conseil d'administration, intenter toute action en justice pour la défense des intérêts de l'Association, consentir toute transaction et former tout recours.

Les Vice-présidents assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplacent en cas d'empêchement. Ils peuvent, comme le Président, déléguer leurs pouvoirs dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Le Secrétaire général est chargé des convocations en accord avec le Président. Il établit ou fait établir les procès-verbaux des réunions du Bureau, du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. Ses procès-verbaux sont approuvés lors de la séance suivante du Bureau, du conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Il tient le registre prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901.

Il peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Le Trésorier établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de l'association. Le trésorier encaisse les recettes et acquitte les dépenses. Il peut déléguer ses pouvoirs dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Il établit un rapport sur la situation financière de l'Association et le présente à l'Assemblée générale annuelle. Il procède, avec l'autorisation du Conseil d'administration, au retrait, transfert et à l'aliénation de tous biens et valeurs.

Article 12 - Bénévolat - Dérogation

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration et de membre du Bureau sont bénévoles.

Les membres du Conseil et du Bureau ont seulement droit au remboursement des frais liés à l'exercice de leurs fonctions. Ces remboursements doivent faire l'objet d'une décision expresse du Conseil d'administration, statuant hors de la

présence des intéressés. Des justificatifs doivent être produits, qui font l'objet de vérifications.

Par dérogation à ce qui précède et conformément aux dispositions de l'article 261-7-1^od du Code général des impôts et de l'article 242 C de l'Annexe II du code général des impôts, les présents statuts autorisent l'indemnisation de la fonction de Président.

Le montant et les modalités de son indemnisation seront fixés, pour la durée de son mandat, par le Conseil d'administration et validés par l'Assemblée générale. Chaque organe statuera à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés, hors la présence des intéressés, dans les conditions fixées aux articles 9.3 et 10.1

Article 12 – Collège des Sages

Le conseil d'administration peut procéder à la nomination de membres au sein d'un Collège des Sages, ces Sages étant des administrateurs sortant ou en fin de mandat. Les membres de ce Collège sont nommés pour une durée de 3 ans renouvelable 3 fois, avec une limite d'âge de 80 ans. Ils exercent une mission de conseil auprès des administrateurs, sans que ces derniers soient tenus par leurs avis ou recommandations. Sur invitation ils assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative. Les sages peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'administration.

Article 13 : Bénévolat

Les fonctions de membre du conseil d'administration, de membre du Bureau ou de membre du Collège des Sages sont bénévoles.

Les membres du Conseil, du Bureau, du Collège ont seulement droit au remboursement des frais liés à l'exercice de leurs fonctions.

TITRE 4. RESSOURCES ET ASPECTS COMPTABLES

Article 14 - Ressources

Les ressources annuelles de l'association se composent :

1. Des cotisations de membres adhérents ;
2. Des subventions publiques et privées;
3. Des dons manuels, notamment ceux provenant de l'appel à la générosité du public;
4. Des donations et legs au travers du Fonds de Dotation Toutes à l'école créé à cet effet en date du 12 décembre 2016;
5. Des recettes provenant de biens vendus ou de prestations fournies par l'Association;
6. Des revenus de biens de toute nature appartenant à l'Association;
7. De toutes ressources autorisées par la loi, la jurisprudence et les réponses ministérielles ;

Article 15 - Fonds de réserve

Il pourra, sur simple proposition du Conseil d'administration, être constitué un fonds de réserve qui comprendra l'excédent des recettes annuelles sur les dépenses annuelles.

Ce fonds de réserve est destiné à faire face à des besoins ultérieurs dans le cadre des actions, engagements et/ou projets d'intérêt général de l'Association.

Article 16 - Commissaire aux comptes

L'assemblée générale nomme un Commissaires aux comptes titulaires et un Commissaire aux comptes suppléant inscrits sur la liste des commissaires aux comptes mentionnée à l'article L 822- 1 du Code de commerce.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission selon les normes et règles de la profession. Il établit et présente chaque année à l'Assemblée générale, un rapport rendant compte de sa mission et certifiant la régularité et la sincérité des comptes.

Le commissaire aux comptes établit un rapport spécial sur les conventions réglementées, en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Article 18 - Exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1er août pour se terminer le 31 juillet de chaque année.

TITRE 5. REGLEMENT INTERIEUR

Article 19 - Règlement Intérieur

Le Conseil d'administration établira et adoptera un règlement intérieur ayant pour objet de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'Association.

Il est seul compétent pour les modifier ou les abroger.

TITRE 6. CHARTE DE L'ASSOCIATION, COMITE STRATEGIQUE INTERNATIONAL, COMITE CONSULTATIF

Article 20 - Charte de l'Association

Une charte de l'Association sera établie par le Conseil d'administration de l'Association. L'Association devra la respecter et la faire respecter par l'ensemble des Organismes Affiliés.

Article 21 - Affiliation d'organismes tiers (« Organismes Affiliés »)

Les demandes d'affiliation émanant d'organismes tiers sont examinées par le Conseil d'administration, qui est compétent pour entériner ou rejeter, de manière discrétionnaire, lesdites demandes. Cette compétence peut être déléguée au Bureau.

Les relations avec les Organismes Affiliés sont régies par les dispositions des présents statuts.

Article 22 - Autres comités consultatifs

Le Conseil d'administration peut créer un ou plusieurs Comités ou Commissions chargés de l'assister dans toutes les actions menées par l'Association.

Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

TITRE 7. MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION

Article 23 - Modification des statuts

Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les modifications des statuts sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 24 - Dissolution de l'Association

L'Assemblée générale est seule compétente pour prononcer la dissolution de l'Association.

Elle désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. A la clôture des opérations de liquidation, elle prononce la dévolution de l'actif net conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

L'Assemblée générale est également seule compétente pour décider la scission ou la fusion avec une ou plusieurs autres associations.

L'Assemblée générale peut délibérer valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Ses décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 26 janvier 2023

Martine (Tina) Leynaud Kieffer
Présidente

Christiane Saunier
Secrétaire générale

